



Québec défend la frontière qui sépare immigration temporaire et économie

Publié à 10 h, 2026-01-16



De gauche à droite : la ministre de l'Immigration, le premier ministre du Québec et la ministre des Relations internationales et de la Francisation

Source : Tristan Guilbault
Écho de la colline



Tristan Guilbault

Journaliste parlementaire au journal *Écho de la colline*, Collaborateur spécial à la *Télévision de Laval* et architecte (rigoureux et dynamique) de l'information

Le gouvernement social-démocrate s'attribue la mission d'intégrer les immigrants qui franchissent les frontières Québec en les envoyant « dans les régions [pour] développer » leurs connaissances linguistiques, culturelles et d'apprendre les réalités québécoises entre autres, selon le premier ministre Lapointe. Dans un même ordre d'idée, il compte sur l'immigration pour sauver l'économie régionale et des secteurs stratégiques comme l'agriculture et l'alimentation, ou encore les mines.

Le chef du gouvernement constate que l'immigration « soutient à bout de bras » l'industrie agroalimentaire du Québec et l'agriculture québécoise. Lors d'une entrevue qui s'est déroulée aux alentours de 23 heures jeudi soir, celui-ci a souligné que l'immigration temporaire est au cœur de l'économie québécoise.

Le ministre de l'Éducation est responsable, en étroite collaboration avec le ministère de la Francisation, de prendre part à l'enseignement du français aux arrivants. Des stratégies seront déployées pour favoriser les immigrants à s'installer dans les régions afin d'y apprendre les « réalités » québécoises comme l'environnement et la culture.

Dans le domaine minier, le parti de Félix Lapointe prévoit d'y orienter les réfugiés et les immigrants temporaires pour partager leur expertise. Cette mission que s'attribue le gouvernement constitue une réponse aux enjeux internationaux. Le conflit rwando-congolais est l'exemple parfait afin d'offrir une voie économique aux réfugiés de cette région et des autres nouveaux arrivants. La personne ministre des Relations internationales et de la Francophonie, Matisse Chambon Lefrançois, lie explicitement les tensions entre le Rwanda et le Congo pour décrire leurs démarches dans le secteur minier.

De plus, le gouvernement affirme ne plus vouloir collaborer avec des pays qui ne respectent pas leurs valeurs, comme le Rwanda, Israël et les États-Unis.

« Une attitude autoritaire, une érosion de la démocratie, les juges sont corrompus, on le voit bien avec ICE » Matisse Chambon Lefrançois, ministre de l'Immigration

Autonomie ? Autonomie !

Le grand enjeu demeure l'indépendance exclusive du Québec dans l'enjeu de l'immigration. Le nouveau gouvernement au pouvoir réclame des avancées concrètes et de l'autonomie pour qu'il puisse « définir le nombre d'immigrants ».

Enfin, la position du gouvernement sur les réfugiés se base, grosso modo, sur le droit international. On avance, au gouvernement, que les relations diplomatiques sont excellentes et que le Canada sert souvent de pont, pour Québec, afin d'atteindre des institutions politiques internationales, comme les l'ONU ou encore le G20.